

MEETING METZ LE 10 MARS 1988

PROJET DE DISCOURS DE Pierre MAUROY

Comment pourrais-je ici en Lorraine au coeur du bassin sidérurgique, commencer par une autre évocation que celle de la crise.

C'est ici que la deuxième révolution industrielle s'est abattue le plus brutalement et le plus dramatiquement.

C'est ici qu'a sévi la loi implacable de marchés internationaux incontrôlables et incontrôlés.

C'est ici que l'imprévoyance de nos prédécesseurs nous a obligés à prendre les mesures les plus difficiles du gouvernement de l'union de la

gauche.

(2)

Mais ici surtout, vous avez démontré que les hommes et les femmes d'une région pouvaient prendre leur avenir en main.

Ici, de la colère est née la volonté et non le désespoir.

Ici, la catastrophe s'est muée en défi.

Ici, plus encore qu'ailleurs, j'ai conscience du prix des mots et des idées semés tout au long de cette campagne électorale.

Ils nous engagent parce que nous allons gagner. Et nous allons gagner parce que nous avons un projet pour la France.

x Projet de lucidité,

x Projet de responsabilité,

x Projet de volonté.

Repartir

Le ministre Jean Corraïn
ministre de l'Intérieur
Veillard des décrets, 7 ans
partir avec à ce point les
travaux d'achèvement -

Départ = Thaurier

*

*

*

2

x Partir - / meurt
Gérard Pape / contributeurs importants
Joseph Tranchesi / personnes âgées

(3)

Les Français l'ont compris tout au long de cette pré-campagne voulue par la droite, et qui a fait long feu.

→

Voici désormais 5 semaines que les deux principaux candidats de la droite se sont déclarés, ~~ils se sont déclarés à l'heure qu'ils ont choisie. Celle que leur fébrilité leur a dictée. En tout cas bien avant l'ouverture de la campagne officielle.~~

→ Qu'avons-nous appris au cours de ce long prologue ? Rien, ou presque rien sur leur projet. Tout ou presque tout sur leur ambition.

Qui, mes chers amis, pourrait ici prétendre avoir acquis quelque certitude sur leur politique, si d'aventure ils recevaient la charge du pouvoir suprême?

CHIRAC a inauguré la campagne des démentis. Pour le candidat, promesses rime toujours avec largesses, rarement avec sagesse. Mais par la bouche de JUPPE ou de BALLADUR, consciencieux balayeurs d'illusions, le chef de gouvernement est, bien sûr, obligé, dès le lendemain, de corriger ces écarts *et ses excès*.

Beaucoup de mères de familles de trois enfants me comprendront qui se sont vu promettre et retirer, en l'espace de quelques heures un salaire de

mère au foyer.

(47)

Quant à BARRE, il se suffit à lui-même et se fixe désormais le modeste objectif de ne pas être distancé par son imprévisible challenger. Le voici pris dans une terrible contradiction : Ou attaquer son rival de droite et se priver des chances de rassembler au deuxième tour; ou conserver de la hauteur et se trouver distancé dès le premier tour.

Leur logique, c'est celle de la division :
Ils s'observent encore. Compères ou adversaires ? De leurs propos vous ne tirerez rien. Sans doute, surmonteront-ils encore un peu leur agacement mutuel. Sans doute, tisseront-ils, encore quelque temps - même les dents serrées - des relations de bon voisinage.

Mais quelle tempête dans les sous-sols.
Quelle frénésie dans les débauchages pour la constitution des comités de soutien. Quels abîmes dès qu'il s'agit de désigner un candidat fut-ce aux élections cantonales. Et en particulier à Lille, dans le canton de Lille-ouest.

Chacun d'eux se dit, vivement demain. Et pas seulement BARRE ou CHIRAC, que les sondages de deuxième tour ne doivent guère inciter à l'optimisme. Mais, LEOTARD, mais NOIR, mais SEGUIN et bien d'autres

Philippe
Barre
d'extrême
gauche
des bords du nord

encore.

Et quelque chose me dit que ce vivement
demain ne reflète pas nécessairement la victoire du
leader de leur camp, ni même du leader de la droite.

Bref, chacun se prépare à un nouveau mandat
du candidat soutenu par les socialistes. Bonne nuit,
les petits, le Président veille sur vous ! *Bonne nuit, les petits, faites de beaux rêves, Toutan vous garde !*

Car telle est bien la logique de la droite :
des candidats, ne se retrouvant pas sur un projet, mais
sur des intérêts, connaissent fatalement la logique de
la division.

Chemin faisant, les contradictions enfouies
se révéleront. Elles iront en s'élargissant. Comment le
courant chrétien social pourrait-il se sentir à l'aise
au sein d'un projet libéral qui grossit les inégalités,
pratique l'exclusion et refuse de se situer clairement
par rapport à l'extrême droite?

Alors, se développe une campagne des
coulisses, comme dans ces pièces de SHAKESPEARE, où
l'on se tue... mais derrière le rideau.

Ce n'est évidemment pas cette campagne là que
réclament le présent et l'avenir de la France.

Cette campagne, nous la rejetons.

Nous la rejetons, parce qu'elle est la
campagne du déchirement,

Nous la rejetons, parce qu'elle est la
campagne du dénigrement,

Nous la rejetons, parce qu'elle est la
campagne de l'aveuglement.

Le déchirement

Déchirement quand CHIRAC s'acharne - et avec
quelle violence! - à discréditer devant des millions de
téléspectateurs, l'accord des Français sur les grands
objectifs de notre politique nationale.

Qu'il sache que l'on ne sème pas impunément
les graines de la discorde.

Qu'il sache qu'il existe dans ces domaines
autre chose que des "combines de chefs de partis"

(7)

Qu'il médite au danger qu'il y a à exacerber des antagonismes artificiels, à seule fin de mobiliser au sein de l'électorat de droite, et d'emporter la primaire devant son rival.

Lionel JOSPIN a eu, ce soir là, le mérite de garder toute sa sérénité, face à un Premier ministre dont le sourire fraîchement acquis masquait mal une intolérance foncière, une malveillance à peu près totale, le goût de la manipulation et du truquage de chiffres ~~tronqués~~ assénés avec certitude.

Faux sur la sécurité sociale, dont le régime général avait connu en 1983-1984 et 1985 3 années d'excédent.

Faux sur les prélèvements obligatoires que nous avons stabilisés et qui ont augmenté en 1987.

Faux sur l'emploi total qui avait progressé en 1985.

Faux et caricatural sur la désinflation. Comment prétendre que les socialistes ont fait moins bien avec 2,1% de hausse des prix que la droite avec 3,3% ?.

Comment cet homme peut-il se présenter en champion de la compétence ? Et quel mépris pour l'opinion publique. Il provoque aujourd'hui la méfiance. Demain, ce serait l'exaspération. Son ~~énervement~~ à fleur de peau ne tolère ni la contradiction, ni le dialogue, ~~il fait de la démocratie une arme à son usage, une arme de conquête du pouvoir.~~ ~~Qu'en serait-il demain ?~~

ordre par l'ordre
notre
désordre
Justice

Déchirement quand on évoque la peine de mort à des fins purement électorales. Quand on fixe des limites à l'Etat de droit. Quand on fragilise la séparation des pouvoirs entre autorité politique et autorité judiciaire.

Déchirement quand, à l'évidence, on cherche à opposer des groupes sociaux les uns par rapport aux autres.

Quand on crie haro sur les fonctionnaires, que l'on finit par augmenter à la veille de l'élection, mais à qui depuis deux ans on a oté la considération indispensable à l'exercice de leur fonction.

Quand on cherche à affoler les personnes âgées avec des discours biaisés sur l'équilibre des régimes de retraite.

(9)

Comment d'ailleurs des hommes aussi divisés entre eux pourraient-ils unir la société française sur les grands objectifs nécessaires à une période de progrès et de paix sociale.

.*

Le dénigrement

Nous refusons aussi la campagne du dénigrement inutile et systématique.

Dénigrement et même diffamation quand la droite présentait à l'opinion médusée une cascade d'affaires qui visait à ternir l'image des socialistes.

On nous a rendu justice depuis. Mais les procureurs jouent encore de l'insinuation et de l'allusion. Quel dommage pour la démocratie.!

Dénigrement, quand on nous accuse d'avoir mené la chasse aux sorcières.

Faut-il rappeler la chiraquisation de l'audio-visuel ? La disparition d'une haute autorité reconnue, son remplacement par une autre institution que nous avons vue à l'oeuvre. Je n'en dis pas plus : chacun jugera.

C.W.C -

Faut-il rappeler que nous avons en 1982 remplacé une partie des dirigeants d'entreprises publiques. Mais nous l'avons fait à l'occasion d'un changement de statut. La droite, elle, en a remercié la plupart, immédiatement, avant même la privatisation.

Dénigrement s'agissant des statistiques en matière de sécurité. Il faut dire et redire que la délinquance a commencé à décroître en 1985, qu'elle a connu la baisse statistique la plus forte en 1986 et que nous souhaitons que ce mouvement se prolonge.

Mais, ne commettons pas d'erreur d'analyse. Ces résultats tiennent à l'efficacité des actions de prévention que nous avons engagées, tout autant qu'à l'augmentation des effectifs assurée par Gaston DEFFERRE et des moyens de la police nationale qui est l'oeuvre de Pierre JOXE et de sa loi de programmation.

Dénigrement quand ils parlent de notre bilan. Soyez convaincus, mes chers amis, que ce bilan les gêne.

Il les gêne d'abord parce qu'il est apprécié par les Français. Croyez-vous que nous aurions aujourd'hui l'audience qui est la nôtre, l'image qui

Cher
M. Joxe
M. Defferre
M. Joxe
M. Defferre
M. Joxe
M. Defferre
A. J. R.
M. Joxe

est la nôtre, si nous n'avions pas engagé, dès le début de notre législature, ces immenses transformations, cette redistribution dans le sens d'une plus grande justice. Bref, un nouveau partage d'un pouvoir que pendant vingt trois ans la droite s'était attachée à confisquer.

Il les gêne aussi parce qu'il contraste avec l'héritage qu'il nous avait légué: Une économie rongée par l'inflation - 14% à mon entrée à Matignon; une industrie vieillissante, l'investissement industriel était en 1981 inférieur de 9 points à celui de 1974 - une recherche à la traîne - 1,8% du P.I.B. contre 2,3% en moyenne chez nos concurrents; une société inégalitaire - en avril 1980 50% des salariés percevaient moins de 3.300 F. par mois et 25% moins de 2.500 F. -

Il les gêne ensuite parce que l'immense avancée sociale que nous avons réalisée était attendue et qu'elle harmonisait notre législation avec celle des pays européens les plus avancés. L'achèvement du marché européen serait plus difficile encore si nous n'avions pas réalisé cette harmonisation sociale avant la lettre.

Il les gêne enfin parce que depuis deux ans chaque réforme a marqué autant d'échecs. De la

114

suppression de l'autorisation administrative de licenciement à la loi sur le logement. Oui, nous acceptons la comparaison.

Notre bilan les gêne au point qu'ils ne savent plus comment l'attaquer. On nous dit un jour : vous en avez trop fait, vous avez mené une politique aventureuse. Mais alors, les Français se demandent :

Veut-on revenir sur la retraite à 60 ans?

Veut-on revenir sur la cinquième semaine de congés payés?

Veut-on revenir sur les 39 heures ?

Veut-on revenir sur l'élargissement de la protection sociale ?

Veut-on revenir sur les lois de 1966 ?

~~avec~~ M. CHIRAC affirme aujourd'hui que le social ce n'est pas les socialistes. Le voici qui surenchérit ~~aujourd'hui~~ sur ce qu'il nous reprochait hier

Et bien, mes chers amis, c'est un domaine sur lequel nous voulons bien relever le défi. Nous ne rougissons pas de notre bilan. Nous en faisons le socle à partir duquel nous voulons affronter l'avenir.

Us se répètent
à l'écrit
régulièrement
Se ne vous
éprouve la trop
Chirac
pas assez

de décliner avec des 7e
de l'entreprise avec
l'aveuglement

(131)

*
* *

L'aveuglement

Nous récusons enfin la campagne de
l'aveuglement.

Aveuglement quand on oppose, ~~dynamisme~~
~~économique~~ et efficacité économique, et justice
sociale. Cette idée qui nous vient du 19ème siècle est
depuis longtemps dépassée.

Partout en Europe, la formation des hommes
est le meilleur atout du dynamisme de l'entreprise et
de l'innovation.

Partout en Europe, les hauts niveaux de
salaires sont devenus synonyme de compétitivité.

Partout en Europe, la réduction du temps de
travail est une dimension de la productivité en ce
qu'elle débouche sur une meilleure utilisation des
équipements productifs.

(24)

Ceci ne serait pas vrai en France ? Quelle stupéfaction en entendant cette semaine le patronat relancer cette vieille idée de la désindexation du SMIC et de son annualisation pour le rendre actuel

Toujours le même scénario: s'attaquer aux plus faibles pour pérenniser des privilèges. Mais quel comportement irrationnel.

Est-ce sérieux, quand les études, même celles faites par l'Institut de prévision du CNPF nous disent clairement que les problèmes de l'industrie française, ne sont ni des problèmes de coûts salariaux ni des problèmes de charges sociales qui sont désormais en France inférieurs à ceux de la R.F.A.

Est-ce sérieux, quand nous savons qu'il faudrait mobiliser toutes les forces disponibles pour rebâtir une industrie compétitive produisant les biens réclamés par les marchés en expansion.

Est-ce sérieux, quand nous savons qu'il n'existe que deux manières de sortir de crise :

Soit par le haut, grâce à une meilleure qualification de nos travailleurs, une recherche valorisée et une coopération accrue entre états

européens;

(M)

Soit par le bas, en comprimant les salaires et les charges, et en réduisant la protection sociale afin de nous mettre en concurrence avec les pays à bas salaires ou même^u les dragons du sud-est asiatique. ²⁷

Ce scénario d'immense régression sociale,
nous le croyons inutile et dangereux.

Inutile parce que fondé sur une erreur de diagnostic. Notre industrie recule sur les marchés extérieurs depuis 15 ans, non pas faute de compétitivité, mais parce que nos produits ne se sont pas adaptés à temps à l'évolution de la demande mondiale.

Dangereux, parce que les facteurs nouveaux de la rentabilité sont désormais sociaux. Les inégalités sont un obstacle au redressement de l'économie. Si nous avons réussi la désinflation, alors que BARRE avait échoué dans un contexte international moins difficile, c'est précisément parce que nous avons appliqué l'effort avec un souci de justice sociale.

Mais si le CNPF enfourche ce cheval de bataille, c'est qu'il a la conviction de pouvoir être entendu par la droite. Ne l'a-t-il pas été déjà lors de

(16)

la suppression de l'autorisation administrative de licenciement?

Et malheureusement, nous constatons que la réforme du SMIC figure dans les plate-formes de l'U.D.F., comme celles du R.P.R..

Qu'il y a loin du slogan aux intentions : Le social ils ne le retrouvent que le temps d'une campagne électorale.

Aveuglement aussi, quand, au nom du libéralisme on s'en prend à l'Etat comme bouc émissaire.

Le moins d'Etat ! Mais cette réforme nous l'avons faite. C'était la décentralisation. Elle visait à réconcilier démocratie et efficacité, à rapprocher le lieu de la décision du citoyen.

Mais le recul de l'Etat, tel que le présente la droite, c'est une arme de combat dont on voit bien l'objectif: abaisser le seul instrument qui favorise la justice sociale et le dynamisme économique. Et cela au profit de quelques uns.

*

*

*

Ch. L.

Non, la France ne gagnera pas en organisant la régression sociale.

Nous sommes là au coeur du problème. Et si quelqu'un doutait des différences entre projet de la gauche et projet de la droite, je lui dirai : regardez le vrai bilan des deux ans écoulées.

Un gigantesque effort de redistribution à rebours, des plus pauvres vers les plus riches. Une réforme à sens unique. Le véritable toujours plus.

Voilà l'évolution que nous devons bloquer. Nous devons la bloquer d'abord parce qu'elle aggrave scandaleusement les injustices. Nous devons la bloquer aussi et peut-être surtout, parce qu'elle nous mène vers l'échec économique.

Certes, nous ne prétendons pas apporter toutes les réponses. Nous savons que les marges de manoeuvre resteront étroites. Mais je dirais pour simplifier que notre réponse se tient en trois phrases

(1^{re} phrase)
Théorème

Tout d'abord, nous devons lutter contre les injustices et les inégalités.

Leand J. J. J.
un jargon

LW

Nous occuper des plus démunis : C'est le sens du revenu minimum assorti d'un contrat individuel d'insertion. Nous nous inspirons en cela de ce qui est déjà acquis parfois depuis longtemps aux Pays-Bas, en Allemagne Fédérale ou en Grande-Bretagne. Nous voulons en faire un instrument essentiel de lutte contre la pauvreté et contre la marginalité souvent issue du chômage.

Nous devons aussi examiner les moyens de progresser dans la voie du pouvoir d'achat et des niveaux de salaires voisins de ceux de nos concurrents européens.

*Le phrase
extrême*

Nous devons ensuite former les hommes et les femmes de ce pays.

De 1981 à 1986, notre effort a permis d'augmenter le budget de l'Education Nationale à la satisfaction des parents, des éducateurs et des enseignants.

Je veux dire aujourd'hui avec force combien il est scandaleux pour le gouvernement qui a féroce-
ment diminué les moyens en hommes et en argent de l'éducation nationale, de présenter aujourd'hui un plan qui ne l'engage en rien, puisqu'il concerne un budget qu'il n'aura pas à établir. Il y a là volonté de

tromperie manifeste.

AGJ

Il nous faut retrouver l'inspiration qui a été celle d'Alain SAVARY et Jean-Pierre CHEVENEMENT et qui, au travers de la revalorisation du statut des enseignants, des zones d'éducation prioritaire, de la rénovation des collèges, de la révision des programmes, permettait de réaliser concrètement la lutte contre l'échec scolaire et l'objectif de porter le nombre de bacheliers à 80% d'une classe d'âge dès la fin du siècle.

Ces projets, nous en connaissons les difficultés parce qu'elles supposent un profond renouvellement, non seulement du contenu des enseignements, mais de la manière d'enseigner.

Nous voulons le faire en très étroite concertation avec le monde enseignants.

En particulier, il nous faudra inventer de nouvelles filières d'excellence permettant de donner à notre enseignement technologique, aujourd'hui le plus démuní, toute l'attention que réclame sa contribution à notre économie nationale.

Je pense
seulement

Nous devons enfin construire l'Europe, non
point seulement l'Europe du marché unique, certes

(20)

indispensable mais non suffisante. Notre conception de l'Europe est celle d'un cadre privilégié d'innovations sociales.

La communauté nous permet de prendre à bras le corps le problème de l'emploi. Peut-on raisonnablement laisser sans réponse les discours des économistes qui nous traçent une perspective de 25 années de chômage.

Nous pouvons, à partir de l'Europe rechercher une croissance plus forte dans chacun de nos Etats. Nous pouvons aussi nous attacher à définir un socle social minimum.

L'accord conclu dans la métallurgie, en Allemagne pour instaurer les 35 heures nous montre à suivre dans la mesure où l'ambition d'un projet européen de réduction du temps de travail conçu et appliquer branche, par branche, à l'échelle européenne, n'apparaît plus aussi utopique qu'il y a quelques années.

Le septennat qui s'achève a montré ~~la voie~~ ^{chemin} pour chacun de ces domaines. A bien des égards, la France de 1988, malgré ces deux dernières années, a moins de raisons de douter, plus de raisons d'espérer, que celle que l'on nous a léguée en 1981.